

SEMINAIRE DE BERNE SUR LA DETTE ILLEGITIME ET ODIEUSE

3 et 4 octobre 2007

Présentation de Victor Nzuzi Mbembe (membre de l'association paysanne GRAPR et NAD en République Démocratique du Congo).

Email : victor_nzuzi2000@yahoo.fr, nad.alliance@yahoo.fr / Tél : 00243 998 277 907

1. PRESENTATION DE LA RDC

La République Démocratique du Congo est un état indépendant depuis 1960. Sa population est estimée à 60 millions d'habitants sur une superficie de 2, 345 millions de km² (soit plus de quatre fois la France). Aujourd'hui, le pays est encore plongé dans la guerre ayant déjà causé plus de quatre millions de morts. Mon pays a une longue histoire... Coloniale d'abord : un état indépendant est créé en 1885 par la résolution de la Conférence de Berlin sur le partage de l'Afrique. Le Congo actuel a été attribué au Roi des belges Léopold II. Il deviendra ensuite colonie belge à partir de 1908, ceci en réponse aux violations des droits de l'homme commises par les administrateurs du Roi pour obtenir le caoutchouc et l'ivoire.

Pendant le Seconde Guerre Mondiale, le Congo a soutenu l'économie belge et surtout livré non seulement le cuivre et le caoutchouc, mais surtout le minerais d'uranium qui permit aux Alliés de bombarder Hiroshima et Nagasaki, mettant ainsi fin à la guerre. Le service rendu par la Belgique aux pays alliés grâce aux matières premières du Congo a permis à la Belgique de voir sa dette vis-à-vis des USA annulée. Ce pays a ainsi pu bénéficier d'un statut privilégié tout au long du processus du plan Marchal, alors que le Congo pourvoyeur de ce minerai n'a reçu aucune récompense. Bien au contraire, il aura pour héritage plus de 200 millions de dollars de dette coloniale. La Belgique imposera en effet un paiement à travers l'hypocrisie de l'Aide Publique au Développement. Par ce système, la Belgique violait le droit international basé sur le principe de succession des états.

2. DETTE DE LA RDC

A. CONTEXTE DE LA GUERRE FROIDE ET PROCESSUS D'ENDETTEMENT DE LA RDC.

La Belgique, non contente de la présence du Premier Ministre Lumumba à la tête du Gouvernement congolais, va soutenir la balkanisation du Congo en appuyant les différentes sécessions des provinces minières du Katanga et du Kasai. Comme si cela ne suffisait pas, la Belgique et ses alliés vont carrément assassiner Lumumba. Le désordre qui fit suite à cet assassinat conduit à placer à la tête du Congo le dictateur Mobutu, un homme favorable aux idéaux capitalistes dans un espace où proliféraient les idées socialistes (Angola, Congo Brazzaville).

Pour légitimer leur présence dans ce territoire aux richesses naturelles énormes, les Alliés lanceront un vaste programme de construction des infrastructures, avec une présence militaire pour soit disant protéger les investissements. En réalité, cette présence de l'armée sera l'occasion de mater toute tentative d'opposition de la population à la dictature.

La dictature de Mobutu va donc servir des intérêts de l'Occident qui ferme les yeux face à toutes les violations des droits du peuple congolais et surtout à toute forme de corruption. Pour preuve, la coopération militaire belge et française évoluait bien et Mobutu, ainsi que les dignitaires de son régime, pouvaient sans contrainte placer l'argent volé ou celui des commissions dans les banques occidentales. L'actualité sur les avoirs de Mobutu en Suisse démontre bien cette complicité. L'Afrique du Sud ou le Maroc offraient d'ailleurs également cette opportunité au dictateur congolais...

B. LES INFRASTRUCTURES AYANT CONDUIT A L'ENDETTEMENT.

1. A propos de la dette coloniale :

La dette du Congo commence par la dette coloniale (voir ci-dessus). Il s'agit en effet non seulement de la dette léguée injustement au Congo le jour de l'indépendance, mais aussi de la dette ayant servi à dédommager les entreprises minières pendant la « nationalisation » (ex :

création de la Gécamines en 1968, contrat signé entre Moïse Tshombe et Paul-Henri Spaak). Cette précision est importante car à l'indépendance, les entreprises sont restées belges et lorsqu'il fut question de faire le compte avec les autorités de l'état souverain du Congo, un conflit appelé le « contentieux belgo-congolais » est né. Le Congo était désormais contraint de payer, alors que c'est la Belgique qui devait le faire vis-à-vis du Congo.

2. Les Grands travaux : initiative italienne de SICAI.

La base de la dette du Congo est la construction des barrages hydroélectriques d'Inga I et II sur le Fleuve Congo vers l'océan. Bien qu'économiquement non rentable pour le Congo dans les années 1970, ce projet porté par différentes multinationales et bureaux d'études sera présenté à Mobutu comme un élément hautement favorable au développement du pays.

A la tête de ce mensonge se trouvait le bureau d'étude italien SICAI (Société Italo-congolaise de développement industriel), fabriquée de toute pièce par l'IRI (Institut pour la Reconstruction Industrielle), un holding paraétatique. Pour affirmer son mensonge sur la rentabilité du barrage d'Inga, les Italiens de SICAI vont demander l'aide des chercheurs belges de l'IRES (Institut de Recherches Economiques et Sociales de Léopoldville). Ensemble, ces chercheurs ont inventé les arguments les plus diaboliques pour convaincre les plus hautes instances, jusqu'aux structures de l'ONU, comme la commission Economique pour l'Afrique (CEA) ou la Commission Européenne.

En réalité, les états, les banques et les multinationales ont accepté le projet d'Inga et toutes les autres propositions similaires des industries dans le seul but de vendre leurs technologies. De nombreux projets n'aboutiront d'ailleurs pas et l'électricité du barrage ne sera consommée qu'à 20%. En outre, si les barrages ont été construits, plusieurs équipements n'ont jamais fonctionné. Ainsi, sur les huit installations qui constituent Inga II, quatre seulement sont en état de marche. Ces machines fabriquées par les sociétés Belge ACEC et Brugoise de Nivelles sont un exemple frappant du non sens de la dette. Le Congo paie en effet jusqu'à ce jour une dette pour des machines qui sont en panne depuis leur installation !

C. EXEMPLE D'INFRASTRUCTURES ENTOUREES D'IRREGULARITES.

Nous avons choisis sept projets recommandés aux autorités Congolaises, mais qui ont juste permis aux multinationales occidentales de vendre leurs technologies en laissant le peuple congolais endetté : l'aciérie de Maluku , la cimenterie de Kimpese, le projet de l'Office national de transport pour l'électrification du chemin de fer Matadi-Kinshasa , la ligne à haute tension Inga Shaba , l'extension de la Gécamines pour la production du cuivre et du cobalt, le pont route-rail suspendu sur le Fleuve Congo à Matadi et la ferme présidentielle de Nsele. On peut également citer quelques autres projets : le Centre de Commerce International du Zaïre (CCIZ), la Cité de la voix du Zaïre (radio nationale), les stations de télécommunications, le monument aux morts (échangeur de Limeté) , ...

Présentons brièvement les irrégularités de ces projets devant conduire à l'annulation de la dette :

1. L'aciérie de Maluku.

Cette usine fut proposée (vendue) par les Italiens pour justifier l'importance du barrage d'Inga I. Les irrégularités du projet : il devait produire de l'acier mais en utilisant les mitrilles importées , alors que le Congo est qualifié de « scandale géologique » et que l'usine est située à plus de 400 km de la mer sur un site non relié au chemin de fer . Pour encore illustrer les intentions des concepteurs de ce projet, soulignons que l'usine ne pouvait pas fabriquer le type des cornières nécessaires à la fabrication des poteaux de la ligne à haute tension Inga Shaba, alors qu'un marché de ce genre aurait vite rentabiliser le projet... Aujourd'hui encore, les outils agricoles utilisés au Congo proviennent du Brésil. Le cahier des charges n'est d'ailleurs aucunement respecté et cette usine est finalement restée fermée faute de matières premières.

2. La Cimenterie de Kimpese.

Il s'agit d'un projet réalisé par des industriels allemands (KLÖCKNER ANLAGEN). Cette cimenterie a été surfacturée à 20%, un taux (escompte) d'intérêt de plus de 3% que celui pratiqué à la Bundesbank. Cette cimenterie fonctionnait avec un four qui posait des problèmes dès son installation. Les études préalables à l'installation de la cimenterie furent d'ailleurs

complètement tronquées. Un expert de l'ONUDI de l'époque qui avait enquêté sur ce projet avait même fait connaître des résultats favorables aux revendications congolaises...

3. Office national de transport et l'électrification du chemin de fer Matadi-Kinshasa.

Ce projet belge devait redynamiser le transport ferroviaire. Le chemin de fer n'a finalement pas été électrifié : un cahier des charges non respecté ! Ce projet, plus politique qu'économique pour le Congo, a permis néanmoins de sauver les entreprises belges ACEC et BN... Mais même les experts belges ont estimé que ces travaux qui devaient servir à augmenter la capacité du trafic n'avaient pas de sens dans la mesure où les charges à transporter avaient à ce moment-là diminué de moitié. Notons qu'à cette période, toutes les grandes entreprises du Congo étaient dirigées par les Européens placés sous le contrôle du FMI, même la Banque Centrale.

4. La ligne à haute tension Inga Shaba

Imaginée par l'Italie et des USA, cette ligne de transport du courant relie les 2000 Km qui séparent le barrage d'INGA à la région minière du Katanga. Tout au long de la ligne, aucune ville, aucun village n'a accès à l'électricité. Le village situé à côté du barrage vient juste d'avoir le courant en 2006 ! Cette ligne n'avait par ailleurs aucune raison d'être car il existait d'autres potentialités au Katanga... La ligne est finalement arrivée lorsque tous les projets qui devaient utiliser ce courant se sont retirés à cause de la chute du prix du cuivre et de l'insécurité sur les voies d'évacuation de l'Angola et du Mozambique ... Le coût de ce projet fut trois fois plus élevé que prévu, atteignant ainsi près d'un milliard de dollars. Toutes les grandes puissances occidentales ont été engagées dans ce projet: USA, France, Angleterre, Allemagne, Italie, Belgique... Il sera à la base de la chute totale du Congo.

5. Le projet d'expansion de la Gécamines pour la production du cuivre et cobalt.

Ce projet mené en autres par la Banque Mondiale avec une participation de 100 millions de dollars, la Banque libyenne arabe avec 100 millions de dollars également et la Banque Européenne de Développement n'a jamais produit un seul kilo de cuivre, alors qu'il a pourtant englouti près d'un milliard de dollars. Les créanciers ont fini par se désengager suite à la chute du prix du cuivre et aux problèmes de transport.

6. Pont route rail sur le fleuve Congo à Matadi.

Conçu par des Japonais suite à une compensation sur une tricherie dans une exploitation minière, ce pont devait renforcer le transport et relier par rail le port de Matadi à celui qui devait être construit en eaux profondes à Muanda Banana (et qui n a jamais été construit). Si la route est opérationnelle, les rails n'ont jamais été posés comme prévu. Il en va de même pour le chemin de fer Matadi-Boma. Comme l'idée du port en eaux profondes sur l'océan est toujours d'actualité, la vraie raison ayant conduit à l'abandon du projet rail sur le pont va probablement ressurgir...

7. La Ferme présidentielle.

Inspirée en grande partie par des Français, cette infrastructure devait produire des poulets, du lait, des boîtes de conserves de tomates, etc. Pourtant, dans cette région, aucune culture n'a jamais été développée à ces fins. Parmi les régions indiquées pour être impliquées dans ce projet, relevons par exemple le Kivu.

Outre ces projets, on peut citer de nombreux autres projets manqués : le monument aux martyrs ou l'échangeur de Limeté (conçu par des Italiens, ce devait être un monument proche du style de la tour d'Axoum ou peut-être la tour de Paris...). La Radio Nationale ou la Voix du Zaïre, œuvre des Français, est un ensemble de bâtiment avec une tour de 23 étages et une bonne dose d'amiante. Fallait-il vraiment ces infrastructures pour installer une radio ou TV ?... Le Centre de Commerce International (CCIZ) élaboré par la France est une tour de 20 étages dont la climatisation sophistiquée n'a jamais fonctionné. Actuellement, le bâtiment est inhabitable...

► CONCLUSION PAR RAPPORT AUX INFRASTRUCTURES : la présence d'une volonté véritable et jusqu'à présent impunie de nuire à un peuple.

3. POLITIQUE DE LA DETTE EN RDC.

Avec le programme PPTE, le Gouvernement s'est engagé au paiement de la dette sans se poser la moindre question sur son origine. Cependant, ce même Gouvernement fustige la gestion de prédation, la spoliation et la corruption qui ont caractérisé la dictature.... Notons malgré tout que les engagements qu'il vient de prendre avec la Chine démontrent qu'un doute réel sur les relations avec les IFI existe. Relevons également que le Gouvernement n'est pas

maître de sa politique d'endettement et qu'il se précipite vers n'importe quel créancier, quelle que soit son appui ou les conditions qu'il impose.

4. LA CAMPAGNE SUR LA DETTE ILLEGITIME ET ODIEUSE.

Cette campagne est apparue lors de la chute de Mobutu, lorsque le Président Laurent Désiré Kabila a refusé de payer la dette du dictateur déchu. Par la suite, en 2000, dans le milieu universitaire, un séminaire sur le développement a exigé l'audit de la dette à l'Université de Lubumbashi. En 2000 également, la campagne pour l'annulation de la dette de la RDC fut lancée dans le monde associatif avec le Conseil National des ONG du Congo, pendant que l'Eglise Catholique avec CIAM récoltait les signatures pour la campagne Jubilé.

Depuis 2004, un engagement formel a été pris par des militants pour vulgariser la campagne sur la dette odieuse. Celle-ci sera couronnée par une conférence internationale sur la dette illégitime et odieuse soutenue par SLUCK (Norvège), le CADTM et le CNCD (Belgique). A ce jour, grâce aux différentes participations et aux activités à travers le monde (avec le CADTM et JUBILE), les acteurs congolais, des plateformes composées des syndicats, d'ONG, d'associations paysannes font un grand travail d'éducation populaire sur la dette. C'est le cas par exemple de la Plateforme Dette et Développement qui regroupe 34 organisations sous la conduite de l'association NAD (Nouvelles Alternatives pour le Développement).

Le Congo, pour la première fois dans son histoire, viens d'adopter un régime démocratique. C'est donc l'occasion pour pouvoir demander aux autorités les comptes sur les finances de l'Etat. C'est la raison de notre lutte et de la pétition que nous avons lancée pour l'audit de la dette.

Ainsi, au Forum Social Congolais, la dette fut au centre des discussions et la pétition lancée par la Plateforme Dette a connu l'adhésion de tous. La stratégie de travail consiste à mobiliser la population et les autorités sur base des documents juridiques officiels sur base de l'article 56 de la Constitution qui donne aux citoyens la possibilité de dénoncer les accords du Gouvernement qui leur rendent la vie insoutenable. Les articles 213, 214 et 215 sur la personne ou institution habilitée à signer les accords d'emprunt donnent également beaucoup de matières. Les discours officiels du Président, du chef du gouvernement sur la dette,

l'impunité ou la corruption animent aussi nos débats. Certains medias, bien que payants, participent à notre campagne et soutiennent nos actions. La mobilisation seule ne peut rien donner si nous n'arrivons pas à faire des recherches. Nous sommes en effet confrontés à des grosses difficultés de moyens matériels et financiers et nous ne pouvons engager quelqu'un pour assurer la permanence de notre structure et s'occuper spécialement de la dette.

La question de la dette devient multiforme, surtout avec l'entrée de la Chine qui relance débat sur la dette gagée ou le fond « Mobutu ».

Les procès contre la Banque Mondiale est aussi une de préoccupation lorsqu'on sait qu'en RDC, cette structure déstabilise l'économie. Il suffit de voir son programme sur la réforme de la Gécamines dans lequel plus de 10 000 emplois ont été supprimés sans respect des normes légales. Son implication dans le massacre de Kilua est aussi une des raisons qui nous poussent à vouloir mettre un terme à cette structure. Mais notre sécurité est aussi une grande préoccupation...

5. LA CONFERENCE INTERNATIONALE DE NOVEMBRE

Cette conférence sera consacrée à la dette et à la gestion des ressources naturelles nationales.

Nous vous remercions pour votre intérêt.